
INTRODUCTION : Renforcer les synergies entre les domaines d'action des pouvoirs publics

Il est largement admis que l'éducation ne peut être considérée isolément des autres grands domaines de l'action gouvernementale. Le plus souvent, on cherche à renforcer ses liens avec les politiques sociale et du marché du travail, mais on considère aussi que l'éducation doit être plus étroitement liée à la politique suivie, entre autres, dans le domaine de la santé, des sciences et de l'environnement.

La nécessité d'articuler plus étroitement les divers domaines de l'action gouvernementale a été l'un des grands thèmes examinés par de hauts responsables des systèmes éducatifs des pays de l'OCDE, lors de leur réunion, à Dublin, en février 2003. Ces personnalités ont exprimé la crainte que l'éducation ne soit pas suffisamment reliée aux développements dans d'autres secteurs et qu'il en découle des conséquences négatives d'un côté comme de l'autre. Ces hauts responsables ont aussi fait observer que si l'éducation était au cœur de l'économie du savoir, paradoxalement elle n'était pas elle-même riche en connaissances, et ils sont arrivés à la conclusion qu'il fallait améliorer les stratégies de production de savoirs relatifs à l'éducation ainsi que les synergies entre les chercheurs et les acteurs de terrain.

Ces diverses inquiétudes sont intimement liées. Pour renforcer les liens entre l'éducation et d'autres domaines de l'action gouvernementale, il est essentiel que le secteur éducatif soit à même de définir clairement ses objectifs, de démontrer leurs interrelations avec les avancées sociales et économiques plus vastes, et de repérer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes efficaces par rapport à leur coût.

Les mutations économiques et sociales ont obligé le secteur éducatif à adopter une conception plus large du rôle qui est le sien. En se fixant pour objectif de donner à tous accès à la formation tout au long de la vie, les décideurs publics se sont engagés à considérer leur action comme un tout. L'éducation est désormais considérée non plus comme une expérience réservée, pour l'essentiel, aux enfants et aux jeunes, mais comme un processus permanent d'acquisition de compétences et de savoir-faire qui se déroule d'un bout à l'autre de la vie, et dans toutes sortes de cadres tant formels qu'informels. Cette vision élargie nécessite une intégration beaucoup plus fine des politiques de l'éducation, du travail et sociale – mais elle révèle aussi les limites des connaissances actuelles sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

En se dotant d'une Direction de l'éducation distincte, en septembre 2002, l'OCDE a reconnu le rôle central que la formation tout au long de la vie joue dans l'action des gouvernements. Cette mesure a aussi donné l'occasion de voir comment l'Organisation, à travers son programme de travail dans le domaine de l'éducation, peut aider les décideurs publics à relever les défis du futur. Mettant à profit ses propres analyses du fonctionnement du secteur éducatif proprement dit, l'Organisation accorde une importance accrue dans son programme à la « mise en synergie » des politiques : elle s'efforce, autrement dit, de faire mieux comprendre les avantages mutuels qui peuvent découler de liens plus étroits entre l'éducation et d'autres domaines d'intervention essentiels, et elle utilise les outils de l'analyse comparative pour recenser à l'échelle internationale des pratiques exemplaires à cet égard.

Les analyses dont rend compte le présent ouvrage reflète cette orientation. Le chapitre 1 examine le rôle de l'éducation dans l'amélioration de la cohésion sociale en faisant fond sur des données internationales et sur les leçons tirées des programmes destinés aux élèves souffrant de déficiences, de difficultés d'apprentissage et de désavantages sociaux. Le chapitre 2 étudie comment les nouvelles approches de l'orientation professionnelle peuvent contribuer au fonctionnement des systèmes éducatifs et des marchés du travail dans une logique de formation tout au long de la vie. Le chapitre 3 passe en revue les données d'expérience des pays de l'OCDE qui réforment leur enseignement supérieur de façon à tenter de trouver le juste équilibre entre la nécessité d'atteindre les objectifs économiques et sociaux nationaux et celle de dynamiser ce secteur et de renforcer son autonomie. Le chapitre 4 analyse les

stratégies d'action destinées à accroître les investissements dans la formation des adultes, laquelle constitue le maillon faible du système de formation tout au long de la vie.

Il ressort de ces chapitres que même si les pays de l'OCDE ont en commun un certain nombre d'objectifs – notamment, relever la participation des groupes défavorisés aux activités de formation, améliorer la qualité des performances éducatives, et faire en sorte que les systèmes d'éducation soient mieux adaptés aux besoins économiques et sociaux –, les politiques et les programmes qu'ils ont adoptés révèlent de grandes différences. Celles-ci sont le reflet d'une diversité qui touche les contextes nationaux, les structures institutionnelles, les facteurs politiques et les contraintes en matière de ressources. Toutefois, les différences de politiques correspondent aussi à de véritables incertitudes au sujet des voies à suivre à l'avenir.

Les chapitres appellent l'attention sur d'importantes lacunes dans la base actuelles de connaissances. De nombreux pays ne disposent pas d'analyses qui établissent un lien entre les différents types de services et le devenir des élèves présentant des déficiences, des difficultés et des désavantages (chapitre 1), ou qui montrent dans quelle mesure les fournisseurs de services d'information sur les métiers répondent à la demande (chapitre 2). Rares sont les analyses consacrées à l'impact des nouveaux mécanismes de financement et d'obligation de rendre des comptes dans l'enseignement supérieur (chapitre 3), ou aux stratégies destinées à offrir des possibilités de formation aux adultes défavorisés (chapitre 4).

Un volet important de la mission de l'OCDE est de coopérer avec les pays membres pour aider à combler ces lacunes. L'une des activités menées à cette fin consiste à rassembler des éléments d'information aussi bien sur les diverses actions gouvernementales actuellement en cours dans les domaines essentiels traités dans les quatre chapitres du présent ouvrage, que sur les grandes réformes, résumées dans l'annexe, que les pouvoirs publics des pays de l'OCDE ont récemment décidées dans des domaines éducatifs très divers. Les réformes dont il est question couvrent toute la gamme des activités éducatives : l'éducation de la petite enfance, l'enseignement scolaire et supérieur, la formation des adultes et la formation sur le lieu de travail.

Des analyses comparatives des politiques nationales peuvent aider les pays à placer leurs propres stratégies dans une perspective plus générale, et laissent entrevoir des innovations qui peuvent être riches d'enseignement. Ce type d'exercice peut aussi amener à s'interroger sur les pratiques utilisées depuis longtemps. Le chapitre 1, par exemple, démontre, données à l'appui, que les pays de l'OCDE se différencient beaucoup dans leur désignation des élèves ayant des besoins particuliers et dans les services qu'ils leur assurent. Il s'ensuit que des élèves présentant des caractéristiques semblables peuvent avoir un parcours éducatif et un devenir social extrêmement différents selon les pays. Et pourtant, comme il ressort de ce chapitre, les pays pour la plupart disposent d'informations plutôt limitées sur les conséquences à long terme de la prise en charge des élèves à besoins particuliers dans des structures différentes.

Les travaux de l'OCDE au sujet des indicateurs de l'enseignement, de la recherche, et des examens des politiques d'éducation ont pour but d'aider les pays membres à renforcer la base de connaissances en matière d'éducation, ainsi que dans d'autres domaines essentiels, et d'étayer plus solidement les choix d'orientation. L'un des grands thèmes inscrits au programme actuel prévoit de trouver les moyens de créer des synergies entre l'éducation et d'autres domaines de la politique socio-économique. Cet aspect sera examiné par les ministres de l'Éducation des pays de l'OCDE, à leur réunion de mars 2004 qui leur donnera l'occasion de débattre de questions de fond au sujet desquelles une perspective comparative internationale peut apporter une valeur ajoutée.

Octobre 2003